

BELGIQUE

**Discours de S.E. Monsieur Karel De Gucht,
Ministre des Affaires étrangères**

Monsieur le Président,

Nous vivons dans un monde toujours plus complexe, aux défis toujours plus
divers. Les réactions isolées ne sont plus suffisantes. Face à cette complexité, les

le changement climatique a été l'objet d'une rencontre au plus haut niveau. Un
Sommet du Conseil de Sécurité vient pour sa part d'examiner la situation en

les relations internationales, mais surtout l'instrument d'une réaction efficace. Je
me réjouis de voir que le consensus à ce sujet va dorénavant grandissant.

Le changement climatique a été l'objet d'une rencontre au plus haut niveau. Un
Sommet du Conseil de Sécurité vient pour sa part d'examiner la situation en

général. Il nous faut urgemment une solution globale de la question, y compris dans sa dimension régionale, qui permettra aussi de mieux intégrer l'apport de la MONUC. Alors que les autorités congolaises préparent les élections locales qui

attendent de consolider la culture démocratique à travers le pays, il importe

Au Moyen Orient, la communauté internationale s'est mobilisée pour contribuer à la solution de la crise au Liban. En prolongeant d'une année le mandat de la FINUL, à laquelle la Belgique participe avec près de 400 militaires, elle a reconnu son apport à la résolution de crise. Mais le blocage politique actuel est préoccupant. Toutes les parties doivent faire montre de responsabilité. Les institutions doivent à nouveau fonctionner normalement, à commencer par

prescrites, sans interférence étrangère. Le nouvel attentat, qui a coûté la vie au député Antoine Ghanem et à neuf autres personnes, montre à quel point l'impunité menace la stabilité du pays. La mise en place du Tribunal Spécial pour

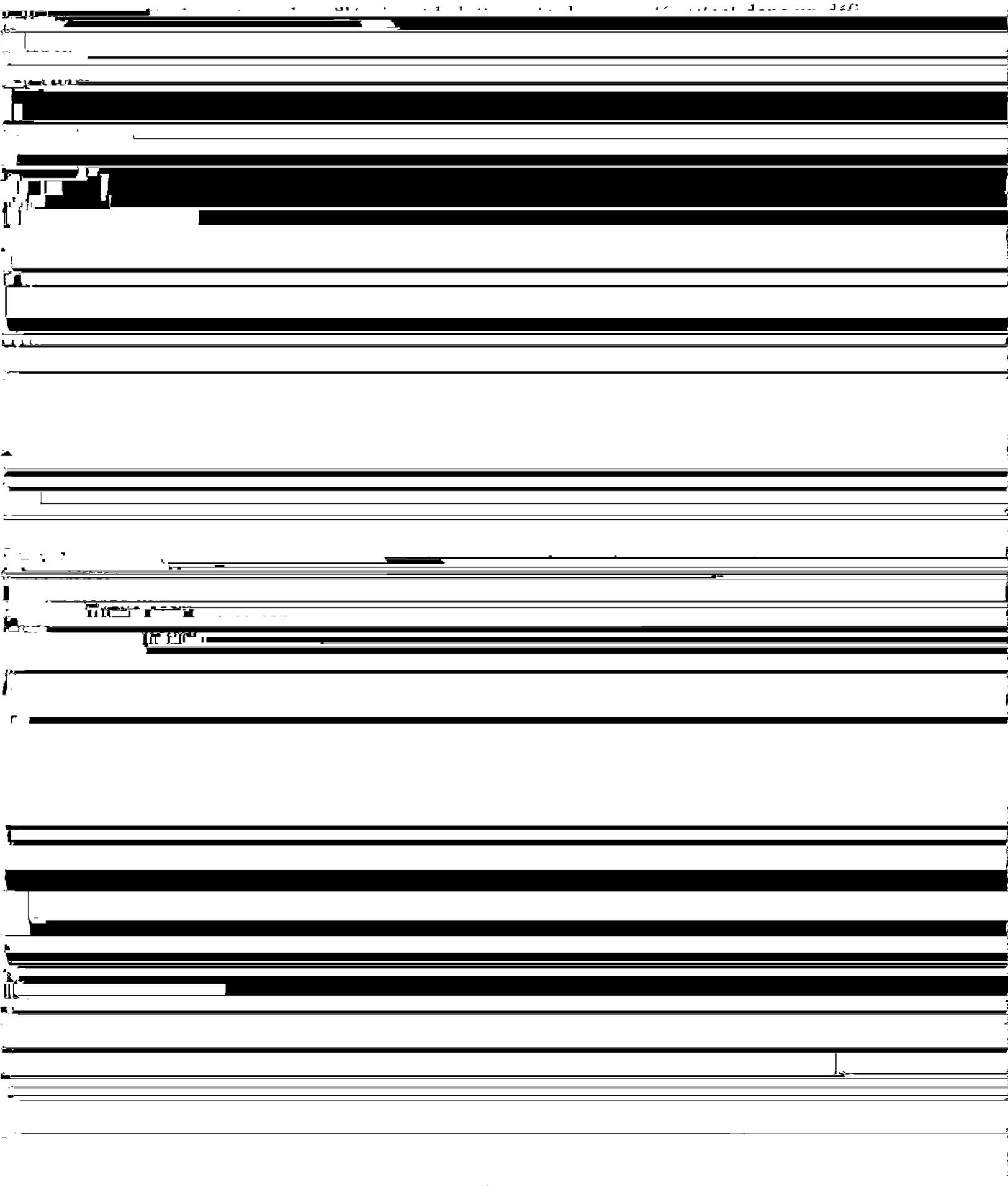
Dans le dossier nucléaire iranien, la Belgique a dès le départ défendu une approche multilatérale. Nous devons en effet utiliser de manière résolue les mécanismes multilatéraux que sont l'AIEA et le Conseil de sécurité, pour atteindre des résultats tangibles. Par le passé, l'Iran a manqué à ses obligations de transparence sur ses activités nucléaires. Pour rétablir la confiance et faire usage au mieux des capacités objectives de vérification de l'AIEA, il devra respecter entièrement les prescriptions de l'accord de garanties et du protocole additionnel. Les mesures demandées par les résolutions du Conseil de sécurité vont toutefois au-delà de ces prescriptions et visent à créer les conditions pour rétablir la confiance internationale à l'égard du programme nucléaire iranien. Le respect entier et immédiat de ces résolutions par l'Iran est une condition pour la

crédibilité du Conseil de sécurité.

En Asie, la mission de bons offices du Secrétaire général nous a permise de suivre de près la situation au Myanmar. Les récentes manifestations témoignent de la détermination de la population. Elles devraient enfin inciter le gouvernement à entamer un dialogue inclusif en vue de restaurer la démocratie

Monsieur le Président,

Trois des opérations de maintien de la paix les plus récentes et les plus coûteuses ont été déployées dans des pays où les conflits étaient alimentés par les ~~l'exploitation illégale des ressources~~ naturelles, la RDC, le Liberia et le Sierra



résultats. Nous devons donc disposer de l'instrument qui permettra de l'animer et adapter l'ONU à l'environnement actuel. Les objectifs que nous souhaitons tous réaliser dépendent d'une organisation moderne bien adaptée, bien équipée et bien gérée. Il nous faudra entre autres, consolider les bases d'un Secrétariat